

# ASSISES REGIONALES DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Samedi 18 juin 2005 à Lorient

\* \* \*

## ► Discours de clôture Christian Guyonvarc'h :

« Je voulais d'abord vous remercier d'avoir répondu à l'invitation de la Région à nous éclairer mutuellement sur le sens de la solidarité internationale et sur sa mise en pratique. Je remercie les intervenants et les animateurs des ateliers et des tables rondes. Un remerciement spécial à ceux qui nous ont fait l'honneur et l'amitié de venir en Bretagne, en particulier ceux qui ont fait un long voyage du Niger. Et un remerciement particulier aux organisateurs de ces Assises, je veux parler des membres du comité de pilotage, qui ont beaucoup travaillé depuis le mois de janvier. Un remerciement aussi, vous me permettrez de le faire en votre nom à tous, aux agents de la Région ; je ne les citerai pas, ils voudront bien m'en excuser, mais je crois qu'il fallait tout de même le signaler ici aujourd'hui : c'est grâce à leur travail que nous avons pu tenir nos travaux. Les Actes de ces Assises feront l'objet d'une publication qui vous sera adressée, nous pourrons donc nous y référer pour prolonger nos discussions et améliorer nos pratiques.

Je crois que nos échanges aujourd'hui ont démontré l'utilité d'espaces et de temps de rencontres et de coordination, entre les différentes familles d'acteurs de la solidarité internationale en Bretagne, qu'il s'agisse des associations, des collectivités, des mondes de l'éducation, de la santé, de la culture, de l'entreprise et des associations de migrants. Ces derniers constituent une ressource humaine irremplaçable pour construire des projets avec leur pays d'origine.

Des mots forts de sens ont été dits aujourd'hui par nos partenaires du Sud, je cite Mahamadou Saïdou « *il faut prendre le temps de connaître ses partenaires* » et notre ami maire du Niger « *nous ne voulons pas d'assistance, nous voulons un échange* ». Je crois que ces paroles, nous devons les mémoriser.

L'échange des points de vue et la coordination sont utiles et sans doute nécessaires à plus d'un titre. Dans un premier temps, des formations partagées, par exemple, pourront faire avancer la réflexion et les pratiques. J'ai bien entendu l'appel qui a été adressé à la Région pour favoriser ces formations : il faut savoir qu'aujourd'hui la Région s'est saisie de ce dossier et que l'élu en charge de l'économie sociale et solidaire, Jean René Marsac, travaille actuellement sur un dispositif d'aide à la formation des bénévoles ; il sera votre interlocuteur sur ce dossier.

La solidarité internationale, Pourquoi, Comment, Où ? Ce sont des questions qu'il faut se poser avant d'engager une action car elles déterminent la qualité des réalisations aussi bien sur le plan technique que sur le plan humain.

Echanger les points de vue et coordonner les actions permet aussi de construire des synergies, de dynamiser les projets, et finalement de démultiplier l'effort de chacun. Tout le monde y gagnera ici et dans les pays du Sud. Il ne faut plus que dans un pays donné, les acteurs bretons s'ignorent, simplement par un défaut d'information. Nous savons que l'efficacité passe par des projets de développement intégrés qui touchent plusieurs domaines : l'accès à l'eau, l'agriculture, la pêche, l'aquaculture et la nutrition, l'aide au micro crédit, l'éducation et la formation, les soins et la prévention, les échanges culturels... Il est rare qu'une association, ou même une collectivité aussi grande soit elle, puisse réunir à elle seule toutes ces compétences.

Coordonner, c'est rendre l'intervention de chaque acteur plus efficace. La coordination est donc nécessaire, encore faut-il lui trouver de bons outils, pour la faire vivre

sur le long terme. Il me semble qu'il faut préférer la souplesse et le pragmatisme aux constructions trop rigides du type institut régional de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale. En effet, les acteurs et les familles d'acteurs tiennent, et c'est normal, à leur autonomie et sont déjà beaucoup accaparées par les déplacements et les réunions.

Je vous soumets donc deux propositions, la première c'est de **renouveler à intervalle régulier des rencontres** comme celles-ci pour faire le point des avancées et des blocages et aborder ensemble les nouvelles questions qui ne manqueront pas de se poser dans le champ de la solidarité internationale. Le Conseil régional peut s'engager à renouveler l'expérience dans deux ans, mais si d'autres acteurs le souhaitent, je pense à la CASI, et à CBCI, ils pourraient prendre le relais une année sur deux.

Deuxième proposition : **créer un site internet**, ou faire évoluer un site existant, **dédié à la solidarité internationale en Bretagne et ouvert à toutes les familles d'acteurs**, ce qui n'existe pas aujourd'hui. Ce site serait à la fois un lieu d'information sur les actions réalisées et les projets, avec une base de données exhaustive par pays, par thématique, et un lieu de réflexion et de débats. L'idée de l'observatoire qui a été évoqué ici pourrait être versé à ce dossier du site internet.

Le Conseil régional propose de mettre à disposition les moyens humains pour animer ce site. Quant à son architecture et à ses règles de fonctionnement, il conviendrait d'en confier la définition à un comité de pilotage ouvert à toutes les familles d'acteurs, afin d'éviter les doublons avec des outils existants. Le comité de pilotage qui a été créé à l'occasion de ces Assises pourrait évoluer dans ce sens.

Plusieurs intervenants ont évoqué, et Charles Josselin le dernier, les objectifs du Millénaire pour le développement que les chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier ont adoptés en l'an 2000. En tête de ces objectifs, on peut lire: « *réduire l'extrême pauvreté de moitié d'ici 2015* ». Un premier bilan intermédiaire a été prévu en 2005, et à cette occasion, une mobilisation a été engagée dans le réseau mondial des associations, relayé par des organisations internationales réunissant les collectivités locales. Le point culminant de cette mobilisation mondiale est prévu le 1<sup>er</sup> juillet 2005, et le Conseil régional s'associera à cette mobilisation. Cette date n'a évidemment pas été choisie au hasard ; les 6 et 7 juillet, les chefs d'Etat et de gouvernement des huit Etats les plus industrialisés se réuniront en Ecosse. Au rythme actuel, les objectifs fixés en l'an 2000 pour l'an 2015 ne seront certainement pas atteints, on en sera même très loin. Il s'agit donc, le 1<sup>er</sup> juillet, de rappeler leurs engagements aux Etats les plus riches.

En Bretagne, si nos moyens d'action politique sont limités, nous n'en avons pas moins le devoir d'apporter notre contribution à la lutte contre l'extrême pauvreté. Nous serons plus efficaces si nous coordonnons nos projets, alors cette coordination, faisons la, et donnons lui les moyens de durer. Merci, bon courage à tous, et à bientôt. »